

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Band: - (2016)
Heft: 4

Artikel: Une thèse sur le SR stratégique suisse entre 1939 et 1945
Autor: Weck, Hervé de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-781445>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

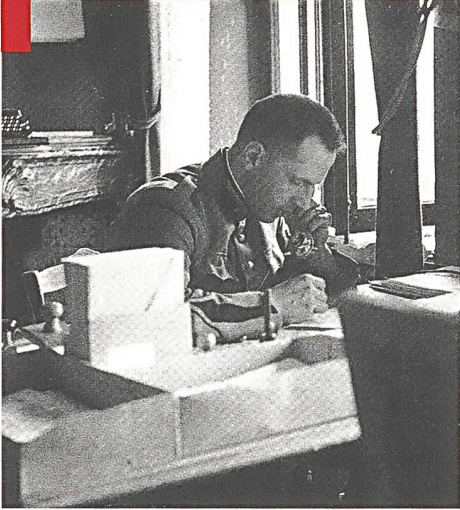
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Le col EMG Bernard Cuénoud, chef du Bureau « France. »

Renseignement

Une thèse sur le SR stratégique suisse entre 1939 et 1945

Col Hervé de Weck

Ancien rédacteur en chef, RMS

L'ambition de Christian Rossé, dans sa thèse de doctorat, *Guerre secrète en Suisse 1939-1945*,¹ publiée sous une forme plus populaire en France, c'est de faire de l'histoire du renseignement. Cette discipline, reconnue dans le monde universitaire anglo-saxon, brille encore par son absence en Suisse romande, bien qu'elle touche aux domaines militaire, politique, diplomatique et économique. Christian Rossé étudie essentiellement le Bureau « France » du Service de renseignement stratégique suisse, ses activités à la frontière Ouest, le travail dans cette partie du pays du contre-espionnage et de la police fédérale. Jusqu'à présent, les méthodes et l'engagement du SR ont été peu étudiés, les auteurs de livres grand public se contentant de raconter des anecdotes croustillantes, pas toujours vérifiées.

Evidemment, les archives, qui commencent à être accessibles, ont été *nettoyées*. De nombreuses zones d'ombre subsistent, bien que les directives, les ordres du colonel Bernard Cuénoud, chef du Bureau « France » pendant toute la guerre, montrent qu'il connaît et, dans une certaine mesure, couvre la collaboration de ses postes récepteurs avec les services alliés. L'exploitation des documents produits par les tribunaux militaires dans les jugements d'affaires d'espionnage apportent des lumières intéressantes. Les archives du contre-espionnage et de la police fédérale révèlent des activités non officielles des postes récepteurs et de leurs personnels. Celles des services étrangers, actifs en Suisse entre 1939 et 1945, apportent des éclairages complémentaires; celles de l'*Office of Strategic Services* (l'OSS américain) donnent en particulier une image flatteuse de la Suisse dans la guerre secrète contre le III^e Reich.

Durant la Seconde Guerre mondiale, le renseignement électromagnétique (*Signal Intelligence*, SIGINT) prend

une importance *explosive*, à cause de l'augmentation des transmissions par radio de messages militaires, diplomatiques, commerciaux au détriment du courrier postal et du télégraphe par câble. Entre 1940 et 1943, les Suédois auraient déchiffré 200'000 messages allemands; entre 1939 et 1945, le Service d'écoute suisse fournit plus de 100'000 informations.

Pourquoi Christian Rossé consacre-t-il de longs développements sur la Résistance en France, la constitution de ses mouvements et de ses réseaux, la clandestinité ou la semi-clandestinité de ses membres, sur des aspects basiques de l'histoire de la Suisse, neutralité, fédéralisme? Le livre est édité en France!

Organisation et fonctionnement du SR stratégique

Entre 1939 et 1945, le SR remplit une mission générale, distincte des multiples orientations à court terme. Il doit « *alerter le commandement suffisamment tôt pour que les mesures destinées à remettre l'Armée sur pied de guerre soient prises en temps utile et qu'elle soit prête à affronter, toutes forces réunies, l'épreuve décisive.* » En d'autres termes, il fournit au commandant en chef et à l'Etat-major de l'Armée les informations recoupées et analysées qui leur permettent de prendre des décisions stratégiques ou opératives. Il assume :

- l'acquisition, le traitement, l'interprétation et la transmission des renseignements;
- l'établissement d'ordres de bataille, de cartes topographiques ou de situation des théâtres d'opérations étrangers;
- le service du chiffre;
- les relations avec les attachés militaires suisses et étrangers.

Lorsqu'il en a le temps et la possibilité, il diffuse à l'intention des troupes des informations sur les armes et les tactiques nouvelles utilisées à l'étranger.

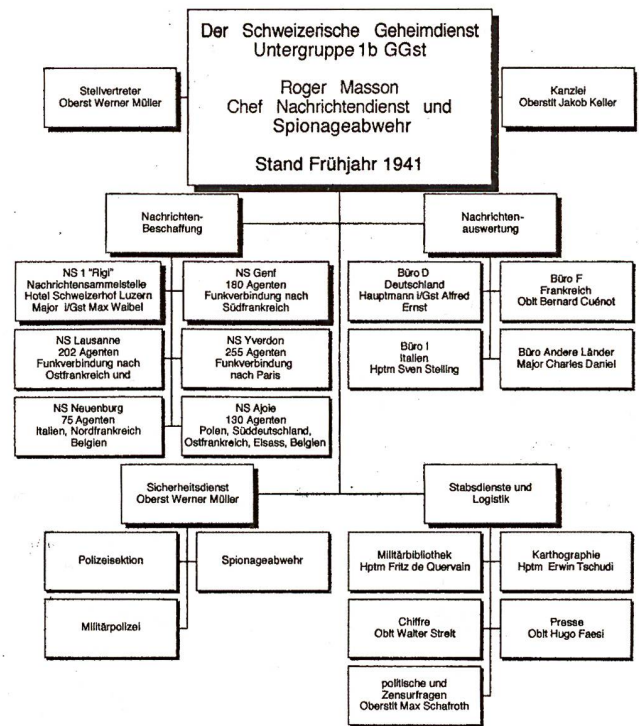
¹ Paris, Editions Nouveau Monde, 2015. 518 p. Son mémoire de licence, publié en 2006 à Paris et à Neuchâtel chez Lavauzelle et chez Alphil, portait sur *Le Service de renseignement suisse face à la menace allemande. 1939-1945*.

En 1939, la Section « Renseignement » est subordonnée au Groupe « Front » commandé par Hans Frick; elle comprend le SR proprement dit, le contre-espionnage, le chiffre, un service secret politique – le *Büro Ha* propriété du capitaine Hans Hausamann – des services administratifs. En 1941 apparaît le Service « Renseignement et sécurité » qui coiffe le SR, le contre-espionnage et son officine qui fabrique de faux papier, la Gendarmerie d'Armée, la Section de police territoriale. En 1942, il devient le Groupe Id de l'Etat-major de l'Armée, auquel sont adjointes en 1944 les sections « Mobilisation » et « Service territorial. »

En 1943, il y a des problèmes à la centrale du SR, dus à l'existence de groupes d'influence. Le chef, le colonel Roger Masson, souvent absent, se désintéresse du renseignement militaire en faveur des questions politiques, il ne tient plus ses subordonnés en main. Autour de son remplaçant, le colonel Werner Müller, au civil commandant de la police municipale de Berne, il y a un clan favorable aux alliés avec, entre autres, Hans Hausamann, Alfred Ernst et Max Waibel. L'autre tendance, hostile aux Anglo-Saxons, ne manifeste pas de sympathies pour le nazisme ou le fascisme. Selon Bernard Barbey, Max Schafroth, à cause de son souci d'avancement, met en sourdine ses sympathies pour le grand voisin du Nord.² Les colonels Bernard Cuénoud et Charles Daniel, seuls officiers supérieurs romands se tiennent à distance et se concentrent sur le renseignement militaire.

L'organisation du SR en Suisse sépare les différentes étapes du cycle du renseignement. Les postes récepteurs, auxquels sont rattachés les agents et les attachés militaires, assurent l'acquisition; les bureaux « France, » « Italie, » « Allemagne, » « Autres pays » se chargent du traitement. Le colonel Cuénoud, chef du Bureau « France, » base le travail de ses gens sur les passages clandestins de la frontière de personnes et de documents, le recrutement d'agents, spécialement français, la collaboration avec les services alliés qu'officiellement, neutralité oblige, il n'a jamais autorisée. En fait, le SR les laisse vaquer à leurs occupations sur le territoire national; Cuénoud use de son influence lorsque les autorités s'y intéressent de trop près. En revanche, les services étrangers doivent garder profil bas et ne pas se faire remarquer, sinon c'est le contre-espionnage qui intervient. Ce *gentleman's agreement* a laissé peu de traces dans les archives!

Il existe un gros problème au SR: Les officiers qui y servent sont incorporés dans l'Armée, commandent une unité ou un corps de troupe. La hiérarchie leur accorde rarement des dispenses de service d'avancement ou de service actif. Aucun de ces citoyens-soldats ne veut sacrifier sa carrière militaire à la cause du SR, alors que le service au sein de l'Etat-major de l'Armée ne donne pas droit à un grade supérieur. Ils doivent exercer un commandement et suivre les formations exigées, ce qui implique de nombreuses absences dommageables. Il n'y a pas de culture du renseignement en Suisse.



Organigramme du SR stratégique suisse en 1941.

Le SR exploite toutes les sources possible, notamment le dépouillement des journaux suisses et étrangers, l'interrogatoire des voyageurs qui franchissent la frontière, des déserteurs et des prisonniers évadés, les rapports des attachés militaires suisses en poste à l'étranger, les lignes de renseignement, les relations personnelles des officiers du SR avec des personnalités bien informées et le travail d'agents au-delà des frontières.

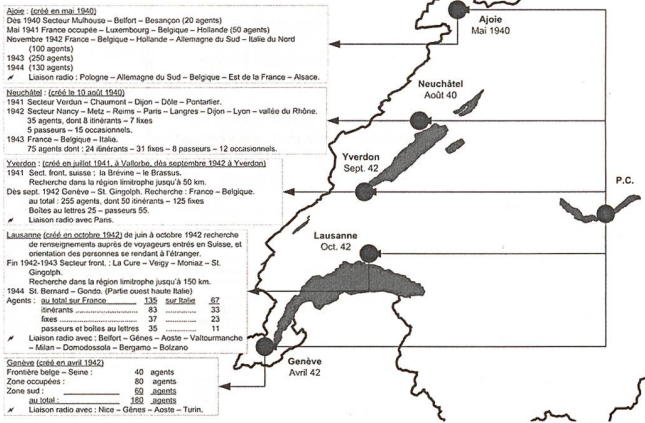
Le traitement de l'information – tris, classements, recoupements, vérifications, synthèses et analyses – relève des bureaux, l'un travaille sur les Alliés, un autre sur l'Allemagne. Les informations brutes en provenance des postes récepteurs doivent être transformées, par recoupements et analyses, en renseignements utiles à la décision, qu'il s'agisse de réponses à des interrogations précises du commandement ou d'appréciations de la situation générale.

Pour analyser les risques et les dangers, le SR, comme l'ensemble du commandement, pratique la méthode dite des possibilités. Le colonel Masson et quelques officiers haut placés dans la hiérarchie recourent également à celle des intentions, parce qu'ils disposent de sonnettes d'alarme, d'une ligne avec Walter Schellenberg, général SS, ou d'une ligne « Wiking. » La méfiance générale envers les lignes s'explique par la difficulté d'en croiser les informations avec celles provenant de sources équivalentes ou de données récoltées sur le terrain.

Si les cellules du renseignement à la troupe diffusent des bulletins à l'intention des subordonnés, des comptes rendus à l'intention de l'échelon supérieur, le SR stratégique émet un *Bulletin rouge*, synthèse de

² Christian Rossé: *Le Service de renseignement suisse face à la menace allemande*, p. 54.

Section "Alliés" : activité des bureaux extérieurs (agents)



Les postes récepteurs du SR à la frontière Ouest.

la situation politique et militaire, largement diffusé au début de la Guerre. Il fait l'objet d'*indiscrétions* en faveur de l'étranger, ce qui amène des restrictions dans sa distribution. Le *Bulletin vert* est adressé aux chefs du Département militaire et du Département politique (Affaires étrangères), au chef et aux sous-chefs de l'Etat-major de l'Armée, ainsi qu'aux commandants de corps. Si cela s'avère nécessaire, le SR émet une appréciation de la situation signée par le colonel Masson ou son remplaçant, à l'intention des mêmes destinataires que le *Bulletin rouge*.

Le col Werner Müller, remplaçant du col Roger Masson.



Les postes récepteurs

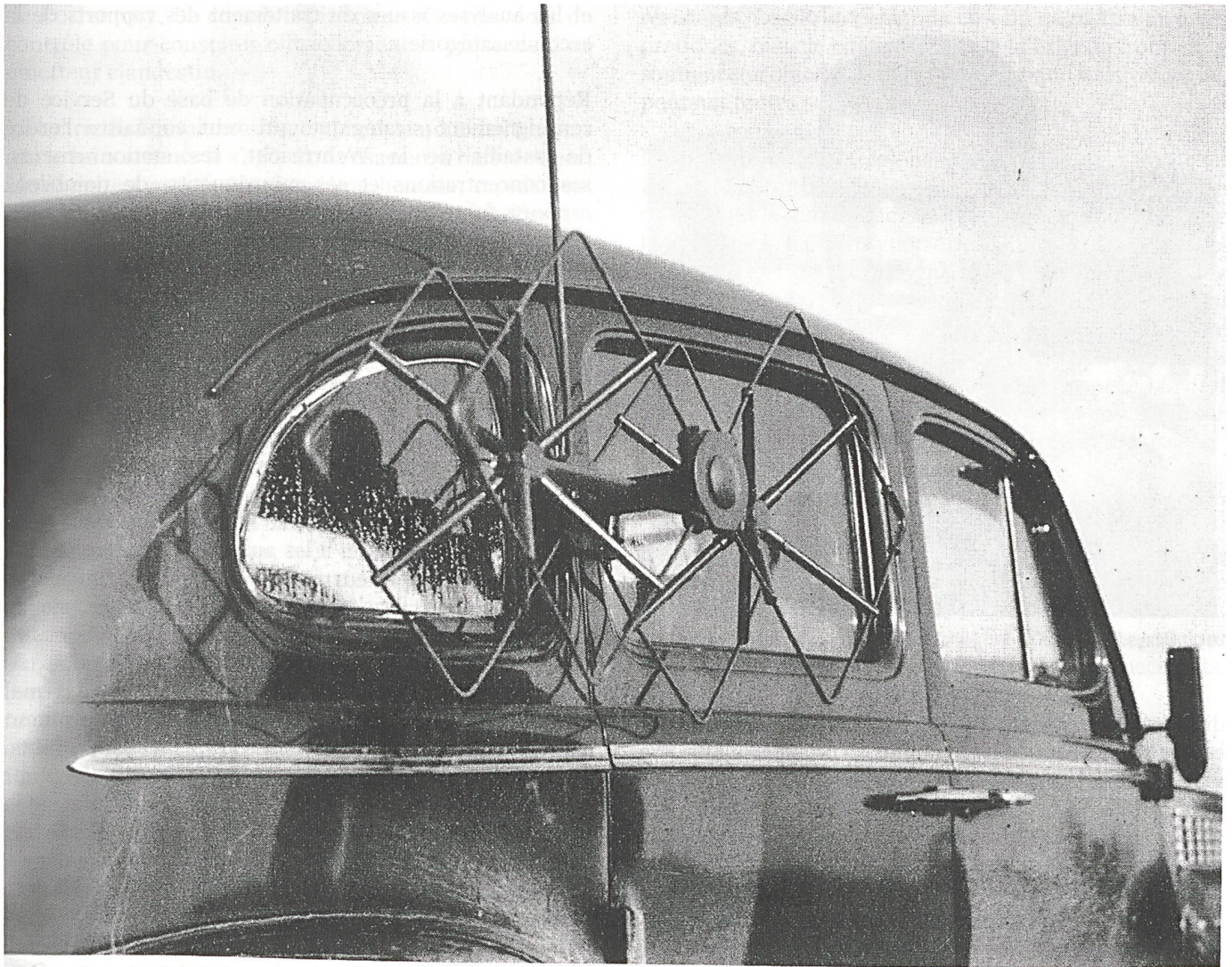
L'acquisition du renseignement est confiée à des postes récepteurs, certains relayés par des *Nachrichtensammelstellen*, surtout au nord et à l'est de la Suisse. A l'ouest du pays, il y a ceux d'Ajoie, Neuchâtel, Vallorbe (qui va déménager à Yverdon), Lausanne, Genève. Les officiers de milice qui les dirigent jouissent d'une très grande liberté de manœuvre. Au SR, il n'y a pas de directives ou de règlement. Faute de formation, de directives et de conseils, ils commettent de nombreuses erreurs. Les postes récepteurs comprennent des collaborateurs à plein temps et rétribués, des agents (*honorable correspondants* en France, *Vertrauensleute* en Allemagne). Les agents fixes sont responsables d'un secteur en France, les agents itinérants parcourent un circuit, prennent possession des rapports des agents fixes et leur versent leur rétribution. Les hommes et les femmes, *boîtes aux lettres*, habitent à proximité de la frontière, les itinérants leur confient le courrier que les passeurs livrent au poste récepteur. Il y encore les informateurs bénévoles établis en Suisse ou y venant avec des papiers en règle, les gardes-frontière qui s'avèrent une source précieuse d'informations.

Le chef de poste - cela exige beaucoup de temps et de connaissances - devrait former ses agents d'une manière ciblée dans deux domaines : l'armée que celui-ci devra suivre et les besoins du moment. S'y ajoute une instruction touchant au comportement à l'étranger, aux risques, aux précautions, aux milieux à éviter.

L'activité déployée par le contre-espionnage suisse est impressionnante. Durant ses onze premiers mois d'existence, il mène 9'000 enquêtes, résultant en grande partie de dénonciations dues à la psychose en lien avec la cinquième colonne. Pour l'ensemble du conflit, il s'agit de 11'526 enquêtes pour espionnage et de 115 pour sabotage, qui débouchent sur 494 arrestations. Elles portent surtout sur des activités au profit de l'Allemagne. Le contre-espionnage engage à la frontière des inspecteurs détachés des polices cantonales, il peut compter sur des informateurs et la collaboration des gardes-frontière. Il cherche également à préserver le secret des fortifications dans les secteurs des brigades frontière. La cohabitation avec les postes récepteurs du SR ne va pas sans frictions, du fait surtout de la méfiance des collaborateurs du contre-espionnage envers leurs *camarades* du renseignement. A aucun moment du conflit, les réseaux, alliés ou allemands, sont neutralisés, mais la valeur du contre-espionnage est reconnue par les Alliés.

Collaboration avec la Résistance française et les services alliés

Pendant toute la guerre, la frontière franco-suisse, une ligne entre la guerre et la paix, reste dangereuse mais pas hermétique, surtout pour ceux qui bénéficient de l'appui des services secrets suisses : agents étrangers, résistants français, chargés de mission gaullistes, britanniques, américains. « *Il s'agit d'une collaboration probablement unique entre Suisses et Alliés. En définitive, c'est avant*



Système de goniométrie de la compagnie radio 7.

tout le mythe de la neutralité helvétique qui est mis à mal par les pratiques du Service de renseignement (...).» La Suisse, devenue une sorte de *marché du renseignement*, abrite de nombreux services étrangers, ce qui donne au SR de Roger Masson de belles opportunités dans le domaine du renseignement humain. Il bénéficie à moindre coût d'une importante quantité d'informations. Le renforcement continu dans le pays des services étrangers et de leurs moyens financiers indique que la collaboration *swissmade* s'avère un produit de qualité et, surtout un communauté d'intérêts.

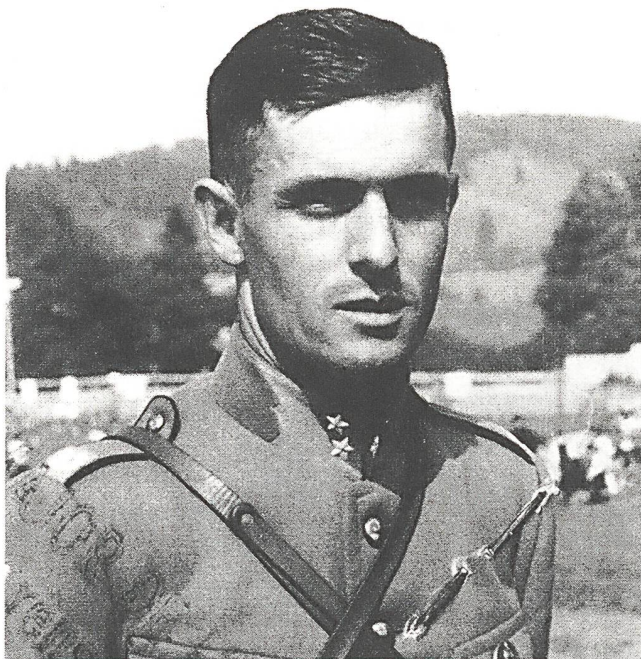
Le principal intérêt de citoyens français à travailler pour le SR suisse s'explique par leur volonté de résistance contre l'occupant. Cette motivation a une grande importance, vu les défections massives après le débarquement en Normandie. Les paiements, sans être nécessairement proportionnels aux risques, contribuent à la survie d'individus dans une France détruite économiquement où le système D règne en maître.

Alors que les mouvements résistants pratiquent la guérilla et le sabotage à l'intérieur de la France, les réseaux, à cause de leurs activités d'espionnage et d'évasion, ont

besoin de passer la frontière, donc d'avoir des relations en Suisse. Avant l'arrivée d'une délégation des mouvements de résistance à Genève, des réseaux, soutenus par des chefs d'antenne du SR, s'intègrent dans la communauté du renseignement établie dans le pays. Pour amener des informations en provenance des pays occupés par l'Allemagne et franchir la frontière dans l'Arc jurassien, les ressources sont mises en commun. Les postes récepteurs, le plus souvent sans l'accord de la centrale, organisent le passage d'agents et de documents contre des informations pouvant intéresser le petit Etat neutre.

Les Suisses mettent à disposition leur territoire et leurs filières de franchissement de la frontière; les Britanniques leur savoir en matière de renseignement et leurs réseaux en zones libre et occupée; les Américains leurs importants moyens financiers; les Français leurs organisations de résistance, leur connaissance du terrain. Ils facilitent également les déplacements et les séjours en France, notamment grâce à de faux papiers, l'aide d'un grand nombre d'hommes et de femmes.

Les documents recueillis par le SR suisse sont d'origines diverses: rapports établis par des agents travaillant



Le plt Denys Surdez.

directement ou indirectement pour lui, originaux ou copies de documents émanant d'un état-major ou d'une administration, plans, cartes, croquis, photos, publications (journaux, tracts, horaires de trains), voire des armes et des matériels. Le papier est le support le plus utilisé, pas les microfilms et les émissions radio. On distingue trois types de documents. D'abord ceux qui contiennent des données brutes, récoltés par les agents itinérants et acheminés vers les postes récepteurs. Ensuite ceux qui sont la compilation, après un premier tri, des documents de la première catégorie. Enfin les synthèses

Près de Roche-d'Or, le sdt trompette James Quartier-la-Tente en train d'émettre.



et les analyses issues du traitement des rapports de la seconde catégorie.

Répondant à la préoccupation de base du Service de renseignement stratégique qui veut connaître l'ordre de bataille de la Wehrmacht, ses stationnements, ses concentrations et ses mouvements, de nombreux rapports font état d'observations concernant les troupes occupantes dans un secteur donné, signes distinctifs apposés sur les véhicules et sur les uniformes, effectifs, emplacements des postes de commandement, matériels aperçus, direction des colonnes en mouvement.

Le poste récepteur «Ajoie»

Le Bureau «France» coiffe entre autres le poste récepteur «Ajoie», le premier à être mis sur pied en mai 1940. Son chef, le premier-lieutenant Denys Surdez, dispose de peu de moyens financiers. Pour rétribuer ses gens qui passent la frontière, il les autorise à faire un peu de contrebande, ce qui leur fournit une bonne couverture. Si les Allemands les interceptent, ils feront un peu de prison, sinon ils risqueraient le peloton d'exécution. Les gardes-frontière disposent de listes avec leurs noms, ils doivent les laisser travailler, mais ils supportent mal ces passe-droits, d'autant que certains agents profitent de la situation pour faire des trafics plus importants. Les relations, au départ bonnes avec le poste récepteur «Ajoie», se détériorent, celles avec la police fédérale et le contre-espionnage également, si bien qu'en Ajoie, il faut protéger les agents, un peu comme s'ils se trouvaient à l'étranger. Roger Masson commande pourtant le SR et le contre-espionnage...

Le maintien du secret et l'indispensable cloisonnement apparaissent comme deux autres faiblesses de l'organisation de Denys Surdez. On connaît dans la population l'identité de beaucoup de collaborateurs, d'agents, de passeurs qui sont souvent *débriffés* dans un lieu public, ce qui nuit gravement à la sécurité. Dans cette région peu peuplée, tout ce monde se connaît, ce qui sort de l'ordinaire ne passe pas inaperçu, et ces hommes, ces femmes du SR sont souvent des personnalités connues. Les contrebandiers, chevilles ouvrières de l'organisation, appartiennent à des familles qui trafiquent depuis des générations; certains ne manquent pas de se vanter de leurs exploits. De plus, ils collaborent avec plusieurs réseaux suisses et étrangers, ce qui aggrave les risques. En Ajoie en tout cas, les passages de la frontière se concentrent sur quelques endroits où interviennent des passeurs.

Des émetteurs-récepteurs...

Le 26 juin 1944, une caisse d'environ cent kilos arrive au magasin de radio Jäger à Berne, expédiée par un de ses bons clients, l'installateur en électricité Frédéric Hänni à Porrentruy. A l'intérieur un puissant émetteur-récepteur militaire polonais. Le patron, qui fait partie du détachement de l'Armée chargé de localiser les émissions clandestines, alerte le contre-espionnage. Il effectue les réparations nécessaires et renvoie la caisse à la gare

de Porrentruy. Le contre-espionnage effectuée alors un contrôle pour constater officiellement la présence d'un émetteur clandestin.

L'électricien Hänni, interrogé, donne le nom de l'homme qui le lui a amené. Il s'agit d'un Alsacien, Charles-Albert Moll, qui est arrêté. Un deuxième homme, rapidement identifié, s'appelle Edwin Possan et travaille à la légation polonaise à Berne. L'appareil se trouvait depuis 1942 aux Franches-Montagnes près des Bois chez Yves Surdez, le frère de Denys. L'opérateur polonais s'occupe beaucoup de la femme de son hôte! En 1943, l'émetteur est déplacé à Saint-Ursanne au domicile de James Quartier-la-Tente, sur les instructions du chef du poste récepteur « Ajoie, » sous la pression de son frère Yves, trahi par Edwin Possan...

A cause du danger que représentent les franchissements de la frontière, les gens du renseignement s'intéressent aux émetteurs-récepteurs, tout d'abord de grande taille et fort lourds. Puis apparaissent des *petits* postes à ondes courtes, de portée limitée. Le Delémontain Roland Corfu, un sans filiste chevronné et très compétent, en construit plusieurs qui sont remis, avec la bénédiction de Denys Surdez, aux réseaux de la Résistance qui peuvent alors organiser des liaisons France – Suisse. Philippe Allemann et James Quartier-la-Tente jouent les pionniers radio à Roche-d'Or au-dessus de Réclère.

Les chapitres de la thèse de Christian Rossé consacrés au poste récepteur « Ajoie » et à son personnel apportent des éléments nouveaux qui permettent de mieux comprendre l'amertume et la volonté de régler des comptes qu'on sent dans les souvenirs de Denys Surdez.³

Les relations « Renseignement à la troupe » et « Renseignement stratégique »

Le Renseignement à la troupe, c'est-à-dire les cellules dans les états-majors de bataillon, régiment, brigade, division et corps d'armée, s'avère un partenaire important du SR stratégique particulièrement dans les premiers mois de la Guerre. Il n'en reste pas moins que les officiers du Renseignement à la troupe privilégient souvent la quantité de données, omettent de les recouper et de prendre le recul nécessaire. Ils envoient en France des soldats suisses en civil; grâce à des rétributions, ils gagnent les faveurs d'agents français. Ils entrent en concurrence avec les postes récepteurs qui exigent qu'ils mettent fin à ces pratiques.

Le service de renseignement de la 2^e division fait figure de modèle, alors que celui de la brigade frontière 3, dirigé par le premier-lieutenant Frédéric Feignoux, se fait critiquer par le Bureau « France. » Ses bulletins risquent d'induire en erreur les destinataires. Surtout, enfreignant les prescriptions, Frédéric Feignoux fait interroger les réfugiés civils ou militaires (une compétence du Service territorial). Il confie également des missions à James Quartier-la-Tente, qui travaille au SR stratégique et à des

résistants. Le SR lui demande en vain de mettre fin à ces pratiques, mais le commandant de la brigade frontière 3 soutient son officier de renseignement qui, sans vergogne, poursuit toutes ses activités.

En octobre 1944, le colonel Cuénoud écrit à son chef Roger Masson qu'en Ajoie les ordres émis par l'Armée concernant le renseignement ne sont pas respectés et que la politique se mêle à la guerre de l'ombre. « (...) *Le colonel Henry, préfet de Porrentruy, a un véritable service de renseignement à lui, M. Billieux, maire de Porrentruy en fait autant, M. Périat, député et maire de Fahy, a toute une organisation clandestine à lui, et en liaison avec les deux précédents, avec l'ambassade de France (...) Ernest Périat est en relation avec Pierre Sire, administrateur chez Peugeot* » dont il importe les véhicules en Suisse.

Esquisse de bilan

A la fin de la guerre, les agents étrangers, qu'ils appartiennent ou non à la Résistance ou à un service allié, ont payé le plus lourd tribut dans les pertes du SR. Le Bureau « Alliés, » qui a engagé 1'500 agents, déplore 31 fusillés, 11 morts en captivité, 5 à la suite d'accidents. Parmi eux ne figurent que 6 citoyens suisses.

Les responsables du SR ignorent délibérément les pratiques de leurs subordonnés avec les services étrangers, qui sont en infraction avec la neutralité mais ont apporté des résultats importants. En avouer la connaissance reviendrait à les couvrir. Officiellement, lorsqu'elles apparaissent au jour, elles passent pour des initiatives personnelles de chefs de postes-récepteurs, voire de Bureaux du SR. L'épisode SUNRISE montre que le général Guisan porte une grande attention aux rapports de Max Waibel, mais il ne veut pas savoir comment celui-ci obtient des renseignements aussi précis.

Selon le professeur Robert Belot, il y a plusieurs « *Suisses officielles* » entre 1939 et 1945. Chaque organe de la Confédération tente de faire au mieux son travail. La mission qui lui incombe le pousse à privilégier un des deux piliers de la défense nationale, la politique de neutralité ou le besoin en renseignements, parfois les deux. Le Département politique et le contre-espionnage font dans la neutralité, le SR, naturellement, dans le renseignement.

La difficulté des Alliés à comprendre la situation en Suisse augmente encore par le fait que le SR et le contre-espionnage relèvent d'un seul et même chef, le colonel, puis brigadier Roger Masson, mais qu'il n'y a aucune coordination entre les deux organes. Avec le colonel Robert Jacquillard à la tête du contre-espionnage, homme autoritaire, probablement plus puissant et au début plus gradé que Roger Masson, on peut supposer que la subordination n'est qu'une façade et que l'intéressé ne se laisse pas dicter la conduite de son service.

H.W.

³ Surdez, Denys: *La guerre secrète aux frontières du Jura*, Editions Transjuranes, Porrentruy, 1985.

⁴ *L'Affaire suisse*, p. 59.